

Regards sur la crise en Ukraine

François CHARLES

INTRODUCTION

Ce numéro spécial issu d'articles parus entre février 2014 et août 2015 consacrés à la crise en Ukraine, se veut objectif, à charge et à décharge vis-à-vis de toutes les parties en présence afin de tenter d'avancer dans la résolution de ce conflit.

La crise qui fait tonner le canon aux portes de l'Union européenne et qui réveille les vieilles angoisses de certains pays de l'Est, nous rappelle que les trois éléments clés de la stabilité d'un pays, déjà identifiés dans les dynasties chinoises, sont la gouvernance, la défense et l'économie. C'est bien une planche à secousse sur ces trois éléments qui a déclenché cette instabilité, entraînant d'autres considérations ou réveillant certains devoirs non faits et non l'inverse.

De même que certains objectifs et certaines réalités ne sont pas vus avec les mêmes lunettes, ni traités avec les mêmes besoins psychologiques, le lecteur a priori pro ou anti ceci ou cela pourra donc bien entendu ne pas être d'accord, estimant posséder la vérité en fonction de son ressenti, de ses propres informations et de ses convictions souvent toutes faites. De nombreuses personnes ont réagi violemment à tel ou tel article lors de sa parution pour ensuite se rendre parfois compte, avec sagesse et équilibre retrouvé, qu'elles devaient intégrer ces publications dans une vision globale et non parcellaire. N'oublions pas que la mèche de la première guerre mondiale aurait pu être éteinte aussi vite qu'elle avait été allumée.

Doit-on sauver le soldat européen Ukraine ?

Janvier 2014

Doit-on sauver le soldat européen Ukraine et ensuite comment aller l'expliquer sur le terrain ? Voilà un exemple de questions qu'il convient de se poser à la veille des élections européennes alors que de nombreuses questions de fond restent encore peu comprises au sein de la population quant à l'intégration de certains pays. Et pourtant celui-ci aussi le vaut bien.

Après la Politique Agricole Commune qui a permis de manger après guerre ; après l'entrée rapide des premiers pays de l'Est dans l'Union par sauvetage, profitant de la fragilité de l'ours russe et aussi sans doute se faire pardonner de 1938, 56 et 68 ; puis après l'entrée de la Grèce dans l'euro ; une possible intégration de l'Ukraine *aux hormones* sera peut être la quatrième vraie décision politique européenne passant outre certaines réalités logiques (T/F). Mais posons nous certaines questions, analysons certaines réalités et certaines options de raisonnement et d'action.

Stratégiquement, quel est le vrai objectif ? Pourquoi et quand l'atteindre ? Doit on faire rentrer l'Ukraine, pays qui ressemble beaucoup à la France par sa superficie et le nombre actuel de

régions, comme nous l'avons fait pour les autres pays de l'Est, désormais abreuvés de fonds structurels, afin qu'ils ne représentent pas un risque extérieur dans le cadre de notre politique de voisinage veillant à préserver et renforcer nos frontières.? Sommes nous pressés ? Respecte-t-elle les critères d'intégration ? L'accord entre l'Ukraine et la Russie sera-t-il perpétuel sachant par ailleurs que l'Ukraine, voire la Russie jusqu'à l'Oural seront à terme européennes ? N'est-il pas seulement important pour nous que l'Ukraine n'ait pas un accord exclusif avec la Russie sans rentrer aussitôt dans l'Union de façon précipitée ?

Les parties en présence n'ont pas les mêmes lunettes dans cet épisode de guerre froide sans cette fois les Etats-Unis.

L'Ukraine est en difficulté financière et son président est pressé et prêt à se donner au plus offrant pour 20 milliards d'euros, sans toutefois perdre son âme. L'Union Européenne souhaite installer un accord d'association et un traité de libre échange, comme elle le fait avec d'autres pays, pour faciliter encore plus les liens étroits avec l'Allemagne et l'Italie, mais à la condition que l'ancienne dirigeante Loulia Timochenko puisse être transférée en Allemagne pour être soignée. Contrairement à ce que les Ukrainiens pensent, il ne s'agissait pas encore d'un accord d'intégration vis-à-vis de cette cible potentielle et naturelle mais d'une première appréciation sur l'un des critères d'intégration. Vladimir Poutine quant à lui

veut préserver sa base militaire navale de Sébastopol jusqu'en 2042, voisine de la nouvelle base navale ukrainienne, en échange d'un accord privilégié sur le gaz et d'une aide sans condition mais remboursable si l'Ukraine se tourne vers l'Union européenne. Les Européens dépendent aussi du gaz russe et d'un tarif avantageux mais pourraient aussi aider l'Ukraine à maintenir ses 48% d'énergie nucléaire et l'aider à retraiter ses déchets, pour être moins dépendante de son voisin comme la Pologne vient de le décider. A la veille de la signature avec l'UE, un revirement soudain est arrivé, rappelant la marche en arrière de l'intégration dans l'OTAN pour mieux avancer à nouveau avec manoeuvres communes et inaugurations. On peut comprendre la réaction populaire dans cette partie d'équilibriste à trois.

Vladimir Poutine ne semble pas avoir fait le deuil ou le constat de certaines réalités.

Vladimir Poutine se comporte comme si l'Ukraine n'était pas souveraine en se demandant comment réagirait l'UE si son ministre des affaires étrangères allait en Grèce (le Monde). Il oublie que l'Ukraine, n'est pas en Russie et n'est plus en Union soviétique depuis 1991 tout en conservant certaines relations, comme le font de nombreuses autres républiques, et que l'Ukraine n'est pas la Tchétchénie ni la Syrie. Notons que le Président russe s'est permis une allusion à Chypre. S'agit-il d'imaginer un pays coupé en deux comme nous l'avons connu

avec la République *Démocratique* d'Allemagne mais cette fois à cause d'une guerre économique liée néanmoins à une situation militaire stratégique ? Tant que Moscou donne de la voix, elle ne donne pas des armes et ne le peut encore guère mais n'a plus non plus cette impuissance financière ni ce laisser faire de 1989 qui permis d'ouvrir les portes et de faire tomber le mur de Berlin. Comme pour les insurrections de 1953 en RDA puis dans les pays voisins, la Russie ne pourrait-elle pas à nouveau protéger « sa zone » pour faire le deuil des pays baltes ? En 1956, les manifestants hongrois avaient pensé avoir gagné pour sortir de l'emprise soviétique mais ont été abusés par le pouvoir qui a fait croire à une souplesse pour calmer le jeu tout en appelant en même temps l'armée russe. Par contre, lors du printemps de Prague de 1968, les Russes sont intervenus contre le pouvoir et les manifestants. En Ukraine, une partie du peuple répartie à l'Ouest du pays incluant Kiev est favorable à l'Union et tire profit du revirement de situation pour reprocher au pouvoir ses exactions et lui demander de partir, espérant être protégés par l'Union européenne. Parlez en aux Tchèques et aux Hongrois... Si en RDA, peu de personnes étaient favorables aux Russes, il en était par contre différemment dans les autres pays et il l'est d'avantage en Ukraine où le tiers Est de la population est beaucoup très russophone, comme dans les pays baltes ou cette minorité est peu à peu mais difficilement intégrée, ce qui n'a pas empêché l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie d'intégrer l'Union (...).

Une médiation internationale raisonnée qui mériterait une meilleure approche

Nous nous retrouvons une fois de plus dans un exemple de jeux psychologiques qui permettent de mieux comprendre voire de solutionner cette situation de guerre économiques qui n'ira sans doute pas au delà. Le peuple ukrainien joue à « battez vous », « tes défauts » et « sans toi » en plaignant des limitations pour mettre l'autre mal à l'aise le président ukrainien qui joue à Schlemiel (rusé), et qui doit partir sinon il gagne avec un arrière goût de « tu vois bien comme j'ai essayé ». Rappelant les jeux bien connus en économie des prisonniers et des marchands de glace, considérant cette concurrence imparfaite, l'Union européenne et la Russie jouent aux équilibres de NASH du gain minimal commun si une possible cohabitation peut avoir lieu en Ukraine, alors que le président ukrainien et le peuple jouent sur la matrice de gain maximal potentiel de Dresher et Flood pour l'une ou l'autre des parties. La situation est désormais tendue et il s'agit d'une négociation de crise et donc d'une médiation où il convient de faire attention aux solutions toutes faites, de ne pas faire le jeu de la force, respecter une porte de sortie honorable, une Meilleure Solution de Rechange (MESORE), et une solution gagnante-gagnante non forcément à 50-50.

Au crédit de V. Poutine, on remarquera que madame Ashton, le chef de la diplomatie européenne, qui pour une fois s'est

montrée présente, a fait la faute d'aller discuter avec l'opposition. L'UE étant cette fois partie prenante, contrairement en Syrie, ceci n'a pas manqué de soulever la colère de Vladimir Poutine, successeur de Pierre le Grand, dont il faut comprendre les besoins psychologiques et ses peurs de perte d'influence et de territoire. Barack Obama aurait peut-être pu jouer le rôle de Nicolas Sarkozy comme quand ce dernier est intervenu pour la Géorgie mais il représente aussi l'OTAN qui énerve beaucoup le président russe. Et pourquoi ne pas envoyer plutôt l'ancien président Français, encore retiré de la politique, qui a beaucoup marqué l'Europe, plutôt que le couple semi exécutif constitué du Président de la commission et celui du Conseil européen ?

* * *

La Crimée ou la MESORE de V. Poutine

Mars 2014

Dans un précédent article, je rappelais d'une part les anciens événements d'Europe de l'Est et le fait que V. Poutine avait évoqué Chypre ; d'autre part le gain maximal espéré par le peuple et le fait que l'ancien président ukrainien perdrait s'il partait ; et enfin la MEilleure SOLution de Rechange et le gain minimal qu'il était nécessaire de laisser aux Russes qu'il faut

comprendre sur cette région particulière comme sur la Syrie, comme je l'ai déjà préconisé. Nous y sommes quasiment !

Rien ne dit que la République autonome de Crimée, qui a choisi néanmoins de rester rattachée à l'Ukraine en 1992, se serait soulevée comme l'a fait l'Ossétie du Sud et que l'Ukraine aurait voulu la récupérer comme la Géorgie, qui affiche bien fort qu'elle est dans l'OTAN. Mais cette fois, V. Poutine a pris les devants pour s'octroyer sa MESORE de peur de ne rien obtenir. Au-delà de protéger sa flotte de Sébastopol et de reprendre par là même la flotte ukrainienne, il essaie au moins de faire le deuil de Kiev, mère des villes de Russie. Ainsi, V. Poutine n'est pas intervenu à Kiev ou n'a pas eu le temps de le faire et sauve la face avec la Crimée qui est plus ou moins Ukrainienne en fonction des lunettes que l'on met, et tant pis pour les russophones du continent qui commencent à réagir par abandon.

Certes, pour l'instant avec un centaine de morts et sans encore de guerre officielle, la Russie s'est servie avec une situation moins gagnante pour elle. Même avec ses forces spéciales déjà sur place le mois dernier, elle aurait pu difficilement installer la limite sur le continent et a donc préféré venir « défendre » la péninsule en répondant à l'appel du nouveau premier ministre fraîchement et rapidement nommé, comme avant dans certains pays de l'Est, en ravivant la psychose de l'agressivité de l'Ouest. Profitons-en pour rappeler que le Pacte de Varsovie s'est constitué après la

formation de l'OTAN qui s'est constituée pour contrer un risque d'invasion et de privation de liberté.

Viktor Yanukovych, l'ancien président ukrainien réfugié en Russie, a fait une conférence de presse qui n'a pas été suivie à Kiev, déjà passée à autre chose et dans laquelle il essayait de justifier l'incohérence budgétaire d'un rapprochement avec l'UE, de par notamment les ajustements à réaliser comme l'écartement des rails des trains etc. Il oubliait que cette intégration n'allait pas se faire d'un coup de baguette magique et que les fonds structurels étaient là pour cela d'ailleurs en réglant le problème de la minorité russe, d'ailleurs peu réglée dans les pays baltes. V. Poutine parent mi promoteur mi persévérant dirigeant avec force, semble le lâcher sans doute pour s'être sauvé car il aurait été attrapé et jugé et Dieu seul sait la suite, et surtout n'avoir pas su se faire respecter.

Barack Obama agite la règle et le droit international. Mais s'il veut éviter les armes, une négociation raisonnée doit s'élaborer désormais sur le fond et non sur les positions, sur le dialogue et non sur la force, en considérant les affaires de personnes et l'histoire avant de les évacuer pour une approche objective sur les faits. Il faut considérer les hommes, les intérêts, les options, les solutions et les critères, voire s'en remettre à une tierce personne pour agir de façon équilibrée comme l'a fait la Suisse pour la Géorgie mais comme pourra peut-être aussi le faire l'égérie Olga Timochenko.

Sans se montrer faible et sauf à vouloir protéger aussi sa flotte ou dire que la Crimée n'est finalement pas libre de son destin, les Ukrainiens europhiles, qui appellent les Etats-Unis comme d'autres pays de l'Est avant elle, peuvent aussi considérer que de la Crimée, qui promulgue ses lois et qui est indépendante économiquement, aurait très bien pu ne pas rester mariée à l'Ukraine. Sinon V. Poutine saisira l'occasion pour parler de jusqu'aboutisme et pourra intervenir officiellement militairement avec l'accord très symbolique du Conseil de la Fédération. Comme pour l'Ossétie du sud, pays occupé par les uns, libre voire annexé par les autres, cette autre MESORE cachée permettra d'attendre que tout le monde rentre dans l'Europe en évitant une possible guerre qui risquerait cette fois de nous déstabiliser fortement, à moins qu'elle ne contribue encore une fois à nous renforcer.

* * *

L'Ukraine ou le recommencement de l'histoire

Novembre 2014

En cette date anniversaire de la chute du mur de Berlin puis du rideau de fer dans les autres pays, à l'heure où une nouvelle livraison d'armes cette fois très importante et lourde arrive

chez les séparatistes, voire nucléaires en Crimée, et à l'heure où V. Poutine quitte le G20 pour cause de gêne, il semblait opportun de rappeler certaines réalités historiques, territoriales et humaines ainsi que certaines options de solutions ou d'escalade dans cette crise ukrainienne en espérant que chacun puisse échanger ses lunettes à travers ces jeux stratégiques mais surtout psychologiques comme nous l'avons mis en avant pour la Syrie..

Je me suis déjà beaucoup exprimé sur ce sujet à charge et à décharge avec des réactions fortes de certains défenseurs aveugles de l'un ou l'autre camp. Certaines personnes d'Etat devraient sans doute s'en inspirer. Une mission d'observation, voire de conciliation est à l'étude car nous vivons des moments très graves. Fallait-il en arriver là ? Que va-t-il se passer ? Qu'a donc à prouver ou à sauver V. Poutine ? Une chose est certaine : celui qui utilisera officiellement le premier la violence aura perdu la face dans une région où l'histoire semble se rejouer depuis quelques mois. Il n'est bien entendu pas question que nous acceptions le moindre nouveau fait de violence armée en Europe. Mais pour l'instant l'Ukraine n'est pas membre de l'Union et l'UE n'a pas failli sauf peut-être dans sa politique extérieure où elle s'investit aussi économiquement. Le « plus jamais ça » n'est pas vu par les mêmes lunettes, notamment de ceux qui voient le moyen une nouvelle fois d'affronter Russes et Américains. Mais parlons nous de peuples ou de dirigeants ?

Un peu d'histoire

L'histoire ne doit pas nous freiner mais mieux nous faire avancer en connaissance de cause

Souvenons-nous de certains faits historiques étrangement ressemblants à ceux exposés plus après et qui peuvent nous aider à trouver certaines options de solutions.

Certes, Kiev était la mère des villes de Russie au 9^e siècle, ce qui ne signifie pas que ce fait est oublié, un peu comme quand on rapproche la Bourgogne et la Franche-Comté qui ne se ressemblent pas et qui ont vécu finalement peu de temps ensembles. Les Russes ont tout-à-fait le droit de l'évoquer sans forcément le revendiquer.

La Russie était intervenue non officiellement en 1950 en Corée, sans même le dire aux Nord Coréens ! Les soldats sans signes distinctifs étaient tabassés au départ par les Nord Coréens qui les prenaient pour des Américains. Souvenons nous qu'en Afghanistan ce sont des militaires des forces spéciales sans distinction ou habillés d'uniformes locaux qui ont soit disant porté secours au pouvoir face aux rebelles avant le déferlement de l'armée. Souvenons-nous que le Royaume-Uni avait déjà cherché à envahir l'Afghanistan avant les Russes sans succès.

L'argent, qui est le fait générateur de cette crise, fut également utilisé par la Prusse pour arrêter la Guerre avec la Russie en finançant le retour de Lénine. Notons aussi que l'Ukraine rentra immédiatement en guerre contre les bolcheviks en 1917 après la paix entre la Russie et l'Allemagne.

A l'instar des incursions russes, souvenons-nous qu'Hitler avait été élu, était considéré comme une star, même en Europe, avant qu'il n'envahisse la Pologne sans déclaration de guerre après que les troupes allemandes, déguisées, détruisent un poste frontière allemand prétextant une attaque polonaise puis qu'il envahisse la Belgique prétextant une incursion française.

Souvenons nous des pseudos victoires diplomatiques françaises et britanniques face à Hitler qui en profitait pour mieux avancer ses pions. Doit-on encore agir comme en 40 où l'on s'est tourné les pouces pendant 9 mois abrités derrière notre Ligne Maginot ou ne pas intervenir en Finlande ?

Souvenons-nous qu'Hitler envahit les Sudètes en prétextant l'oppression du peuple allemand et sans doute une intention cachée par un Etat créé par la France, ennemi héréditaire

Souvenons nous qu'en 1940, les Russes attaquaient la Finlande prétextant une attaque finnoise en Russie après avoir créé un pseudo gouvernement local ne reconnaissant pas le pouvoir en place, qui a appelé Moscou à l'aide.

Souvenons nous que les sanctions états-uniennes infligées au Japon pour avoir envahi l'Indochine, ont provoqué en grande partie l'attaque de Pearl Harbor. Devaient-ils laisser faire ?

Souvenons-nous que l'Allemagne s'est subitement souvenue en 1890 qu'elle n'avait pas de colonies et qu'elle a engagé des actions fortes et de déstabilisation.

Souvenons-nous que les missiles de Cuba avaient été déployés aussi à cause des missiles en Turquie.

Souvenons-nous que M. Gorbatchev avait laissé faire en Allemagne de l'Est mais avait envoyé les parachutistes dans les Pays Baltes, qu'en 1991, toutes les républiques de l'Union Soviétique proclamèrent leur indépendance et que nombreuses d'entre elles ont rapidement demandé leur intégration dans l'Union Européenne, non uniquement pour des raisons économiques.

Souvenons-nous que l'OTAN s'est créée avant le pacte de Varsovie pour protéger ce qui restait de l'Europe de l'attitude russe, qui s'est dévoilée ensuite tout en conservant des calibres d'armes différents s'inscrivant plutôt dans une logique de terre brûlée comme au temps de Napoléon puis de Pierre le Grand. La guerre froide est restée froide car sur le terrain les forces en présence pouvaient continuer à se côtoyer et se parler pour vérifier certaines réalités.

L'exemple de la Georgie n'est pas nouveau et il est naturel que certains pays affichent tout haut leur protection derrière l'OTAN.

Souvenons nous la façon dont été traités les Russes - non citoyens - dans les pays Baltes.

S'agissant de la soit disant volonté d'hégémonie des Etats-Unis sur l'Europe, souvenons-nous que l'Union européenne s'est bâtie, comme les Etats-Unis, pour un espace de paix et de sécurité et que oui, on peut considérer que les Etats-Unis sont à l'initiative de l'Union européenne pour tenter de créer un bloc face à l'empire soviétique.

Rappelons nous que ces derniers sont vraiment rentrés en guerre par des prétextes forts en 1916 après la guerre sous-marine à outrance pour casser le blocus britannique, renforcé par un télégramme allemand vers le Mexique promettant certains pays du sud des Etats-Unis en cas de victoire. Les « Américains » n'étaient pas volontaires pour s'engager dans une guerre en Europe, sortant eux-mêmes de la Guerre de Sécession. Il aura fallu une bonne raison. Wilson disait que l'« Amérique doit donner son sang pour les principes qui l'ont fait naître » rappelant la notion de paix, de droits de l'homme qui seront à l'origine de la création de l'Union Européenne. Il est vrai également qu'en cas de victoire allemande, une dette risquait aussi de ne pas être payée par la France et le Royaume-Uni.

Cette liste n'est bien entendu pas exhaustive.

Toutes ces situations ne relèvent en fait souvent que d'un même jeu psychologique que nous analyserons par la suite.

* * *

Crise ukrainienne : Objectifs et réalités

Février 2015

Un an après les événements de la place Maidan, après l'intervention de François Hollande et d'Angela Merkel auprès de Vladimir Poutine, le discours de fin d'année de ce dernier plus à l'aise sur les valeurs que sur l'économie, le dégel des relations entre les USA et Cuba, le geste de bonne volonté de V. Poutine pour la livraison de charbon et de gaz, les dernières négociations mais aussi la reprise des combats, jamais vraiment arrêtés, mais surtout ceux nouveaux et prochains de Marioupol, et suite à la première partie « l'Ukraine ou le recommencement de l'histoire », je vous invite à continuer cette démarche d'appréciation et de prise de décision sur les objectifs et les réalités multiples à considérer par toutes les parties pour mieux comprendre cette crise et peut-être déceler certaines options de solution comme nous le verrons dans la troisième partie, qui nous serviront à négocier en paix spécifique, mesurable, réaliste, réalisable et déterminée dans le

temps. Tentons d'établir un regard objectif pour comprendre sans juger, surtout hâtivement.

Nous pourrions reprendre les mots de Napoléon au traité de Tilsit face à Alexandre 1^{er} : « au nom de quoi combattons nous ? ». Les lunettes sont différentes entre chaque partie. L'UE se bat pour un espace de paix et de sécurité quand la Russie se bat pour un territoire et pour son honneur. Au sein même de l'UE et de la France, certains se battent pour défendre ce peuple contre l'opresseur en oubliant les réalités d'une *intégration aux hormones* de l'Ukraine dans l'UE. (lire Faut-il sauver le soldat Ukraine) D'autres défendent l'opresseur lui-même victime, pour mieux en accuser d'autres et faire apparaître une autre idée nationaliste ou européenne et construire autrement, oubliant parfois aussi certaines autres réalités et misant un peu trop sur le fait que la Russie, qui n'intervient pas contre le nouvel Etat islamique, est un rempart à l'islam.

Revenant sur l'histoire, n'oublions pas que les deux grandes puissances qu'étaient alors la France et la Russie ont repris leurs hostilités sous le premier empire non pas uniquement à cause de la rupture du blocus par la Russie, qui en mit un autre sur les produits de luxe, mais sans doute surtout par un deuil non fait de la défaite d'Austerlitz comme le relève V. Fedorovski. Je maintiendrai donc pour ma part et en désaccord avec ce dernier (dîner IRCE) que si V. Poutine n'a pas fait le deuil de la grande Russie soviétique, incluant les

républiques non encore membres de l'UE, qui acceptent de travailler avec la Russie sans être pour autant considérées comme russes, il n'a pas fait non plus et surtout celui de l'Allemagne de l'Est. C'est un peu comme si un couple se séparait sans pour autant que l'un ou l'autre n'ait le droit de refaire sa vie. Rappelons-nous enfin que si la Russie a alors été appelée dans cette même période pour sauver l'Europe, elle l'a fait sans y voir uniquement les intérêts polonais, zone tampon sous la bienveillance de la France depuis 1806, comme la Belgique l'est de la Grande Bretagne depuis 1815 !

Les réalités en Ukraine

L'Ukraine n'est ni la Pologne et un amalgame de peuples, ni la Finlande unie et forte mais un mélange des deux avec une identité qui se réveille par la crise comme le font souvent les organisations. C'est un pays nouveau, autrefois brièvement indépendant puis devenu une région russe puis une république socialiste soviétique sans réelle souveraineté politique, désormais indépendante depuis 1991 par les accords de Minsk et le référendum. Elle abandonna son arsenal nucléaire en 1994 en échange de sa reconnaissance territoriale. Dans ses attitudes, elle ressemble davantage à la Russie où la force l'emporte, qu'à l'Europe occidentale et surtout à l'Allemagne, pays de consensus, qui existait pourtant il n'y a pas encore si

longtemps en Ukraine entre l'Est et l'Ouest. Devons-nous pour autant réclamer une règle démocratique comme dans la (quasi) majorité des Etats de l'UE pour un pays qui n'en n'est pas (encore) ? C'était sans compter sur les manifestants de la place Maidan qui ont joué l'antithèse du jeu psychologique du Schlemiel (jeu du rusé), en poussant à l'exil l'ancien président ukrainien avant qu'il ne recommence de tirer sur la foule, ce qui avait d'ailleurs provoqué la chute des Romanov, ou qu'il continue dans la corruption.

S'agissant de son poids, l'Ukraine n'est pas n'importe quel pays non plus. Elle possède une très grande superficie (un peu inférieure à la France, plus grand pays de l'UE) mais avec peu de densité (75 hab km² France 99), une énergie nucléaire certes à rénover, un lien de proximité avec la Russie, avec notamment un énorme pipeline en direction de l'Allemagne, la République tchèque et la Hongrie puis sans doute prochainement d'autres pays sud européens, et qui sera rénové grâce à un prêt de 150 millions d'euro (die Zeit 5 déc). Pourtant, tout le monde s'accorde à dire que l'Ukraine est très pauvre, à commencer par la diaspora russe qui la dénigre en se demandant pourquoi nous nous y intéressons tant ?

L'objectif des Ukrainiens est double : intégrer l'Union européenne pour des raisons économiques mais également désormais pour se libérer définitivement de la dépendance russe tout en continuant si possible ses échanges commerciaux

et ses liens industriels. Dans sa conférence de presse retransmise sur les télévisions, une fois réfugié en Russie, l'ancien président ukrainien semblait prendre l'exemple du problème d'écartement des voies de chemin de fer pour ne pas adhérer à l'UE. C'était sans doute oublier que l'Union cofinance largement les infrastructures des pays impétrants et intervient déjà dans certains travaux en Ukraine. Ceci cachait certainement surtout les pressions exercées par Moscou qui semble avoir plus de poids et de volonté pour resserrer davantage ses liens avec ses pays cousins qu'en 1991.

Le vote législatif en Ukraine - celle qui a pu voter - est apparu majoritairement pro-européen avec quelques bémols quant à l'attitude à adopter vis-à-vis des Russes. Les dernières élections législatives de 2014 ont laissé certains fauteuils vides suite à l'annexion de la Crimée et aux réalités dans la zone Est où le Front Populaire l'a emporté devant le bloc de Petro Porochenko suivi par l'Union Samopomichtch (autonomie) du maire de Lvov (Marianne n° 915).

L'élément positif est que cette radicalisation ne semble pas liée à une nostalgie néo-nazie en terme d'idéologie mais plutôt à un signe de résistance au voisin russe. Certains y verront pourtant les mêmes causes et les mêmes effets. Elle entretient par contre une grande volonté d'éradication de la corruption. Quand certains accusent le gouvernement ukrainien d'être en partie pro nazi, ont-ils vécu dans ces pays ? N'ont-ils pas une certaine volonté légitime à montrer une résistance face aux

Russes ? La diaspora pro russe quant à elle aime à montrer des enfants soldats en disant qu'ils sont considérés comme des terroristes, alors qu'ils feraient mieux d'aller à l'école ...

Les deux bastions d'Ukraine de l'est que sont Donetsk et Lougansk, sont en fait devenus deux sous pays et républiques différentes avec des Premiers Ministres et des gouvernements. On peut y rajouter les trois républiques cosaques autoproclamées (Financial Time 7 décembre) espacées de 3 heures de route. Elles sont soutenues par Moscou, mais non officiellement, sans avoir toutefois l'intention pour l'instant de les annexer, contrairement à la Crimée et à la Géorgie, sachant parfaitement quelle ligne ne pas franchir.

Pour la secrétaire générale de l'Union des Comités des mères de soldats, créée en 1989, la présence des forces russes en Ukraine est illégale (le monde 8 déc.) en dehors de la Crimée de par l'accord de 1997. La guerre en Ukraine est différente de la situation à Grosny en Tchétchénie, où les militaires étaient officiellement « en vacances » (sorte de team building récréatif...) car d'une part cela dure et d'autre part personne ne sait où les soldats sont envoyés étant donné qu'ils doivent signer une clause de confidentialité, protégeant VP sur ses actions.

Certaines exactions, contraires aux droits de l'homme, comme en ex-Yougoslavie ou pendant la période non contrôlée

de la libération, semblent même avoir eu lieu. Au delà de la parade avec des prisonniers, selon le Financial Time du 7 décembre, la libération de la ville de Slavansk a fait apparaître une fosse avec 14 corps.

La crise ne date pas d'hier et ses causes peuvent être partagées. Selon toujours le FT du 7 décembre, le gouvernement ukrainien avait demandé informellement en 1994 à Donetsk si l'envie d'une plus grande autonomie existait avec la volonté de conserver la langue russe, hélas sans suite. Même si le gouvernement est revenu en arrière sur la langue, il est indéniable et compréhensif que les russophones de l'Est ne souhaitent pas se retrouver comme ceux des pays baltes, devenus « non citoyens » car ne parlant pas la langue. Ce point fut sans équivoque un élément déterminant de la crise.

Autres réalités : la catastrophe de l'avion civil abattu par la résistance étrangement efficace des séparatistes démontre que ces derniers sont alimentés soit par d'anciens stocks ukrainiens inépuisables, soit par les Russes, comme pour l'invasion de la Crimée avec des véhicules sans plaque descendus du ciel, soit par l'opération du Saint Esprit...depuis que VP a renoué avec l'église orthodoxe ? La Russie dément bien entendu toute implication pour ne pas déclarer ouvertement la guerre et tenter de tirer quelques ficelles. Mais ce masque tend peu à peu à tomber. Il était également étonnant que le convoi humanitaire ait été prévu alors que les magasins ukrainiens étaient encore approvisionnés...

Le cessez-le-feu entre Kiev et les séparatistes a été signé le 5 septembre 2014 après environ 4000 tués et a, d'un avis général, changé beaucoup de choses même si les combats ont repris notamment avant le dernier cessez-le-feu de février. On compte beaucoup moins de victimes, les gens retournent travailler même sans salaire et déambulent dans la rue pendant les quelques jours chauds d'octobre. Les chiffres du ministère de la défense ukrainien sont souvent plus élevés que ceux de l'OTAN ce qui démontre aussi une certaine sagesse de cette dernière.

Les votes à l'est de l'Ukraine n'ont pas été réellement possibles sans doute pour cacher le peu de suffrages pour la Russie. Mais au même titre que les quelques Corses séparatistes montent la population contre le continent, peut être peut-on dire que les quelques séparatistes ukrainiens font de même contre Kiev. Leur combat, en faible nombre, n'est-il pas fait pour préserver la force ? Et si l'Ukraine avait envie de changer ? Et si la Corse n'avait plus envie de bombe ? Faut-il un état à l'est de l'Ukraine ou plutôt une région comme en Espagne ou au Royaume-Uni ? Ne faut-il pas un vrai vote et sans pression de Moscou ni de l'UE ?

Pourtant, le 16 septembre deux lois ont été adoptées apparemment sans débat (Marianne n° 915) divisant les responsables comme la population, accordant un statut spécial aux régions de Donetsk et Louhansk avec une amnistie pour les combattants. Que cherche-t-on réellement ?

Depuis la guerre contre la Russie, un certain sentiment national ukrainien réapparaît, désormais désinhibé de l'ancienne volonté stalinienne désireuse de casser cette identité, comme d'autres pays l'ont fait avec leurs voisins. Les sondages affichent que la majorité des Ukrainiens est pour la continuation de la guerre. La population a pris les choses en main depuis les événements de Maidan mais aussi en tabassant des parlementaires et les jetant dans des poubelles sous prétexte de soutenir la modération et donc les séparatistes ! (Marianne n° 915). Certains groupes comme le parti radical emploient aussi les manières fortes pour tabasser les actuels ou anciens séparatistes voyant que le pouvoir n'agit pas. Mais pour les Ukrainiens, comme pour les insurgés, l'objectif est plutôt de passer l'hiver.

Pour autant, le Président Poroshenko se veut positif. Dans un article au Wall Street Journal le 5 décembre, il déclare qu'« après des décennies de tragédies et d'instabilité, l'Ukraine est finalement prête à construire un Etat fort ». La lutte contre la corruption est engagée notamment pour mener à bien l'agenda d'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union Européenne. Un nouveau parlement pro-européen en place et trois portefeuilles ministériels sont attribués à des étrangers pour leurs compétences mais aussi une certaine absence de corruption dans les gènes, afin de conduire les réformes nécessaires à l'élaboration de critères professionnels et

éthiques. Un vrai exercice de Théorie des Organisations (TOB) est en marche.

En ce février 2015, un nouveau cessez-le-feu vient d'être signé par de grands représentants d'Etats, pourtant responsables mais sans les séparatistes, demandant un retrait des armes lourdes de part et d'autre d'une certaine ligne de front. Cela n'empêche pas les troupes ukrainiennes d'enregistrer de nombreux morts, comme en face sans doute suite aux pilonnages incessants. On se prépare maintenant à la bataille de Marioupol et les observateurs de l'OSCE comptent les points.

Les responsables américains, qui n'habitent pas en Europe, réclament un envoi d'armes à l'Ukraine qui n'est pas membre officiel de l'organisation mais qui ne tiendra pas longtemps dans l'Est. Mais rien n'indique que VP enverra ses troupes et ses armes dans tout le pays. Faut-il pour autant faire une MESORE à l'est au-delà de la Crimée ?

Les réalités en Crimée

Beaucoup s'accordent à dire que l'affaire de Crimée est faite. Le coup de force a commencé au lendemain de l'inauguration du port militaire ukrainien soutenu par l'OTAN. Ce fut sans doute une des gouttes d'eau qui a fait déborder le vase...

La Crimée a été offerte par Nikita Khrouchtchev en 1954 puis est restée rattachée volontairement à l'Ukraine. Souvenons-nous que cette province était depuis toujours le lieu des vacances d'été des dirigeants russes avant 1991. Donc, en Crimée, comme d'ailleurs en Ukraine continentale, on joue à « je te reprends ma bague » lors d'un divorce.

Considérant le faible cordon ombilical entre l'Ukraine et la Crimée, comme je l'ai écrit dans « la Crimée ou la MESORE de Poutine », la Crimée pourrait être une meilleure solution de rechange sans perdre la face pour chacune des parties, sauf qu'elle est déjà acquise par et pour la Russie. Les occidentaux peuvent considérer que cette dernière a violé le territoire alors que celle-ci s'estime être dans son bon droit. Notons que les personnes qui n'ont pas voulu devenir russes en Crimée sont toutes fichées.

Un projet de pont est lancé entre la Crimée et la Russie voisine et l'aide économique russe est toujours attendue. A suivre.

Les réalités entre l'Ukraine et la Russie

L'« enfant-adapté-rebelle » qu'est l'Ukraine, pays souverain, même si Kiev reste pour les Russes la mère des villes de Russie, veut elle aussi désormais confirmer son démarquage avec son puissant voisin. Le sentiment

bienveillant des Ukrainiens, qui existait dans le pays envers les Russes, semble aujourd'hui cassé et les parties occidentales et orientales se rejettent. Si la crise dure, comme dans toutes les formes d'organisation, la population prendra aussi les choses en main. Feront-ils le deuil comme entre Français et Allemands, où il est plus facile de parler d'Allemagne nazie pour ne pas dire et même penser que les Allemands en général étaient nazis. En majorité, ils veulent oublier qu'un dirigeant les a fait rêver mais les a emmenés au désastre. N'oublions pas qu'Hitler avait été élu et était considéré comme un génie pour avoir redonné du travail et une identité et réuni des peuples disséminés et a été élu jusqu'à ce qu'il envahisse la Pologne puis la Belgique avec pour effet induit la destruction des villes allemandes. Il en fut de même avec Napoléon et ses victoires, où tout a changé du jour au lendemain avec les défaites mais à nouveau au retour des cendres ...Qu'en sera-t-il des Russes sans espérer que cela n'arrive ?

Pour certains, nous assistons à une révélation de ce que n'était pas la Russie et sa pseudo ouverture, comme une personne que l'on apprend à connaître sous stress avec ses côtés obscurs révélés. Je répondrai volontiers que l'on peut aimer la Russie des tsars, la Russie démocratique qui a rétabli les religions, la Russie qui se comporte avec force, fidèle à son état d'esprit, face au terrorisme, mais pas celle qui alimente un

conflit en Europe, utilisant la manipulation, le mensonge et la fourberie des pseudo négociations pour ne pas perdre la face. Ces fourberies sont souvent utilisées par la Russie et les Etats-Unis mais pas de la même façon, car entièrement contrôlées par le pouvoir pour l'un et souvent actionné par ses services spéciaux à l'insu du pouvoir pour l'autre, comme nous l'avons constaté maintes fois..

Revenant sur les propos de l'Ukraine pauvre, on peut se demander pourquoi la Russie et Vladimir Poutine ne s'y sont pas intéressés plus tôt avec une aide économique dès qu'ils le pouvaient. Ceci nous fait penser au mari qui reste calme tant qu'il considère que *sa femme réfléchit* mais qui montre tous les moyens par désespoirs une fois qu'il a compris qu'il s'était fait bel et bien berné, refusant de voir sa propre faute. Nous y reviendrons dans la partie sur les options de maintien ou de sortie de crise.

Les réalités des liens entre l'Ukraine et l'UE

La guerre économique avait remplacé la guerre militaire en Europe mais c'est bien elle qui cette fois-ci a enclenché le conflit militaire. Pour l'UE, l'intégration de l'Ukraine fait partie d'une logique de territoire de paix et de sécurité par des voies économiques et structurelles.

Le dialogue entre l'UE et l'Ukraine ne date pas d'hier. Les relations politiques et économiques se sont développées depuis 1998 par l'accord de coopération dans le domaine des réformes, qui visait bien déjà une pré-adhésion à terme et sans doute trop précipitée. Ces actions sont également inscrites dans la politique de voisinage de l'UE visant à réduire les risques de déstabilisation économiques et sociaux aux abords des frontières. Nous n'avons guère entendu M. Poutine s'opposer à cet accord durant tout ce temps alors qu'il a usé ensuite de pressions et de jeux psychologiques (Schlemiel, ce bon vieux Joe, sans toi ...) qui ont abouti à plusieurs milliers de morts mais sans implication officielle, comme au temps de la guerre froide, un deuil non fait sans doute en connaissance de cause.

Un accord d'association fut mis en place en 2012 et confirmé en 2013 par un agenda. Le réel besoin économique ukrainien annoncé fut de 12 milliards d'euros. Je parlais de syndrome de l'Allemagne de l'Est rappelant que cette dernière était essentiellement retombée dans le giron de l'ouest par banqueroute financière. Mais si la Russie n'avait pu l'aider en son temps, il en est apparemment autrement pour l'Ukraine.

Un gel est arrivé en novembre 2013 au sommet de Vilnius sous prétexte, par le président ukrainien, de refus des contraintes européennes comme nous l'avons dit plus avant. C'est là que l'on peut penser que les Européens ont peut-être voulu aller trop vite – ou ont été abusés - dans une notion d'intégration avec ce pouvoir qui ne le souhaitait pas

forcément. On se souviendra de la fuite de Frédéric III la veille de signer le couronnement du roi de Bourgogne qui visait à rétablir la paix avec la France ...

Ont suivi les événements de la place Maidan où les pro-Russes et la diaspora crient pour leur part à la théorie du complot, puis à l'invasion et l'annexion de la Crimée. En mars 2014, le Conseil de l'UE condamna la violation de la souveraineté territoriale de l'Ukraine qui avait pour sa part accepté le stationnement de la flotte en Mer Noire par une convention de 1997. L'accord UE / Ukraine sur l'intégration économique et l'association politique fut confirmée (CQFD plus avant) le 27 juin avec le nouveau gouvernement, avec une recherche de solution pacifique dans les discussions avec la Russie sur le gaz. Ces dates, ainsi que les sanctions prises par l'UE et par la Russie, ne l'oublions pas, ont été détaillées dans la présentation de l'IRCE sur cette crise et l'impact sur les entreprises faite devant le MEDEF et viendront ci-après.

Une intégration rapide semble être en marche, sans doute trop rapidement au moment où la *planche à secousse* économique donne à plein. Certes le pays souffre d'une même légitimité sécuritaire que les autres pays de l'Est rentrés en masse 1991 pour fuir si possible définitivement le régime soviétique et qui semblent économiquement bien se comporter, avec une culture industrielle et travailleuse.

Quant à ce Parlement un peu « dur », on peut aussi se demander si finalement est-ce aussi bon pour l'Union européenne si le pays l'intègre quand on s'émeut de la gouvernance hongroise...

Enfin, contrairement à ce que disent certains, on peut estimer que l'UE n'a pas encore failli non plus face à la guerre dans son espace car l'Ukraine n'est pas dans l'UE.

Les réalités de Vladimir Poutine (VP) et du peuple russe face aux Européens de l'UE.

De nombreuses personnes blâment les Etats-Unis de vouloir casser la dynamique européenne. Mais ont-ils bien compris la dynamique russe et celle de VP ? Une autre réalité est bien que plus de personnes ont émigré de Russie que l'inverse

Les crises internationales sont souvent des affaires de personnes entre leaders. Je pense qu'il n'est pas vrai de dire que VP ne croit qu'à la force sinon il n'aurait pas caché ses troupes. Je crois plutôt qu'il n'est pas fort par nature mais se veut fort et a appris l'art de la manipulation. Fort aussi face à certaines erreurs de positionnement et d'approche de représentants nationaux et de l'Union Européenne (UE) surenchérie désormais par la position étasunienne légitimée par

la non acceptation d'une certaine toute puissance surtout par projection psychologique.

Tentons une nouvelle fois de comprendre sans juger. D'un aspect psychologique, VP est à la fois un Observateur 5 de l'Ennéagramme qui sait aller dans la force du 8 et la loyauté du 6 mais également un romantique du 4 qui sait aller d'une part dans le battant et tout mettre en œuvre, de façon apparente ou cachée, pour réussir mais également d'autre part dans le perfectionnisme. Un bon exemple fut quand, auprès du Maire de Leningrad, VP s'occupa de l'organisation du référendum pour aboutir à changer le nom de la ville en St Pétersbourg, projet qui correspondait surtout à ses aspirations.... Ainsi faut-il sans doute remonter la courbe historique du deuil pour tenter de voir ce qui n'a pas été consolidé et comment le faire.

VP se veut fort mais se positionne dans l'initiative de la réplique « jusqu'à ce que » (Process Comm). S'il blâme volontiers les Européens et le monde en disant que la Crimée montre un problème général qui est « l'opposition contre la Russie », c'est pour ne pas reconnaître sa faute dans l'imbroglio économique actuel alors qu'il en est conscient et qu'il œuvre en connaissance de cause.

VP a réussi à se mettre la communauté internationale à dos mais à redorer son blason dans son pays, ce qui est l'essentiel pour lui, afin de faire passer sa stratégie. On peut penser que sa tête froide se moque bien d'être aimé, sauf peut-être de sa nouvelle et jeune épouse qu'il cherche à impressionner. Il veut

essentiellement être reconnu. Il sait aussi ne pas faire aimer les autres, comme quand il réussit à alimenter l'anti américanisme en France et ce ne sont pas les exemples qui manquent pour l'alimenter.

Son côté romantique frustré, qu'il a compensé étant jeune, par un perfectionnisme sportif, le pousse à revenir aux valeurs fondamentales sans penser qu'il se trompe d'époque. Il agit à la fois comme Hitler, adulé dans son pays et craint à l'extérieur mais qui a également commencé sa vie de façon bien hasardeuse ; comme Pierre le Grand, érudit et visionnaire qui ressemblait assez à Charles le Téméraire ; ainsi qu'à Staline l'opportuniste. Au lieu de s'en prendre et blâmer les anciens dirigeants russes, ce qui ne correspond pas à son identité, VP préfère agir en protecteur et prend l'initiative du perfectionniste.

VP parle comme si la Russie était menacée. On retrouve les mêmes mots lors de la création du Pacte de Varsovie face à l'OTAN qui s'était protégée d'une menace réelle, enfin ... sans doute pas pour tout le monde. Là aussi chacun ses lunettes ! De la même façon, VP combat les Tchétchènes mais n'accepte pas que l'Ukraine en fasse de même sur son territoire, qu'il considère comme le sien, relayé par la diaspora à l'étranger.

VP et la Russie sont désormais au bord du gouffre économique à cause des sanctions mais surtout désormais de la chute des cours du pétrole qui n'a rien à voir avec la crise en Ukraine. Il doit s'adapter pour que la défaite ne soit pas totale et utilise la guerre pour faire oublier les points faibles. Cette même tension était sensible en 1989 quand nous servions en Allemagne en alerte quasi permanente.

On peut penser que VP est instable mais il joue parfaitement sur ses polarités, au contraire de certains élus réellement binaires par absence de maturité (...). Il convient seulement d'avoir un temps d'avance mais attention car il pratique le judo et la technique liée pour les crises et négociations en employant l'énergie de ses adversaires. Les mots de la conférence de presse « la Russie a raison, les partenaires (pour garder le dialogue) occidentaux ont tort », ne sont pas les mêmes qu'en coulisse. Les promesses des négociations se traduisent par des faits inverses sur le terrain avec des séparatistes comme par magie désormais quasi mieux équipés que l'armée ukrainienne bien pauvre et non aidée – officiellement ? – quant à elle. Un jour on ne parle plus de région autonome mais de province, un autre jour les Russes seraient même intervenus contre les séparatistes...et le lendemain ces mêmes séparatistes font une contre offensive. On comprend ainsi quelle était la nature de l'intervention russe ...Combien faudra-t-il de voyages de chefs d'Etats, dont François Hollande ou Angela Merkel, qui a l'avantage de

parler russe ? Nicolas Sarkozy, qui n'a plus de mandat et qui a œuvré pour la crise en Géorgie sans pour autant réussir à la non annexion d'une partie par la Russie, pourrait-il y parvenir cette fois ? Pourquoi pas ? Il y trouverait sans doute son destin européen.

Dans un discours de clôture de la 11^e session du club de Valdai, VP semblait être prêt à une nouvelle guerre mondiale, comme il l'aurait faite s'il avait été au pouvoir en 1989 plutôt que perdre l'Allemagne de l'Est ... où VP était en fonction. Mais, subitement suite à la rencontre de février avec FH et AM qui redoutent « la guerre », il se veut rassurant tout en envoyant récemment ses chasseurs surveiller les côtes françaises ! Cherchant toujours à équilibrer la balance, il rappelle aussi que la Russie a eu beaucoup plus de morts russes pendant les deux guerres mondiales (argument repris en France par les nationalistes et bonapartistes) en oubliant la technique du rouleau compresseur russe qui ne peut que provoquer ce genre de résultat. Mais gare si on le contredit ou si on le contre car il risque de casser son crayon comme lors des dernières négociations de Minsk ...

VP semble également valider la thèse du grand complot antirusse de la fin des Romanov et repris inlassablement par les Bolcheviks pour entretenir le sentiment national et faire oublier les problèmes économiques. Il est vrai qu'en terme de complot, rappelons-nous que l'Allemagne a financé l'apparition de Lénine pour gagner la guerre et que les Etats-

Unis ont poussé la création de l'OTAN puis de l'Europe et gagné la guerre des étoiles. Mais n'est ce pas la Russie qui a envoyé le Spoutnik la première ?

A sa décharge, il est vrai également que les anciens calibres des armes russes étaient différents de ceux de l'Europe de l'Ouest, ce qui est plus une tactique de terre brûlée que d'invasion.

VP bénéficie d'une estime grandissante en Russie. Il est conforté par la position des Russes à l'étranger qui énoncent une certaine fierté de cette résistance, comme nous le verrons dans le paragraphe spécifique sur la France.

Pour autant, les convictions de VP sont-elles celles de la majorité du peuple russe et faut-il associer VP aux Russes ? Les sanctions européennes énoncées ci-après font attention à cette distinction mais sans doute trop, pouvant déclencher l'effet inverse sur la population de par les réalités énoncées ci-avant. Serons-nous prêts ensuite à sauver la Russie comme l'Allemagne après une guerre ? Sans doute serons-nous accusés de l'avoir déclenchée ?

VP entraîne les populations à se sentir victimes et joue à « battez-vous » entre la Russie et le double bloc américano-européen. Il lutte pour un territoire et diffusant que l'Europe est anti-russe jusqu'au fin fond de la Sibérie quand l'UE espace de paix et de sécurité, ne s'en prend qu'à son dirigeant et ses proches. VP joue en fait à « vous voyez bien comme j'ai

essayé » et met cela sur l'attitude agressive du pouvoir de Kiev à mener ses actions militaires dans son pays. Il joue aussi au « gendarme et au voleur » en essayant de cacher toute trace officielle de présence. VP joue économiquement avec l'UE et militairement avec l'OTAN et les Américains mais ne veut pas pour autant faire la guerre avec l'Ouest sachant bien qu'il ne la gagnera pas sauf s'il est soutenu par les Chinois qui n'y trouveront pas forcément leur intérêt (voir article IRCE sur la Syrie).

Lech Walesa disait en avril qu'il fallait une réponse « virile » à Poutine suite à la Crimée. C'est parfois la seule solution face à un enfant adapté rebelle ou un enfant libre quand on a usé toutes les autres solutions. Les Européens reprochent un comportement que les Russes considèrent normal. Chacun ses lunettes.

VP ne se sent pas aimé par la communauté internationale et se réfugie dans son perfectionnisme et son jusqu'aboutisme tant que l'on ne l'a pas entendu sur ses besoins psychologiques. Il s'est senti mal à l'aise en Normandie alors qu'un autre aurait pu montrer son indépendance. Mais revenu chez lui, entouré par les siens, il a retrouvé son naturel. L'ours aurait-il changé de camp avec la figure ferme et forte de V Poroshenko mais qui n'est fort qu'avec ses amis de l'ouest face au loyal Poutine qui montre aussi qu'il sait se défendre par la force réelle ? S'il lâche ses troupes sur l'Est de l'Ukraine, ce pourrait être dommage pour cet homme

intelligent qu'est V. Poutine, la « fourmi-hibou» (Ennéagramme) qui recharge d'avis quand il rentre dans sa fourmilière, qui reprend la force quand on ne s'y attend pas mais qui peut apporter un équilibre constructif. Mais n'a-t-il pas d'ailleurs fait annuler toute possibilité « officielle » d'intervention ? (...)

VP menace de sanctions quand un pays prend sa liberté. L'UE menace de sanctions économiques au regard de la violence. Quand F Hollande et A. Merkel disent également que la guerre est peut être proche, y croient-ils vraiment ? Sera-ce une guerre locale comme il s'agit déjà actuellement ou dérivera-t-elle sur toute l'Europe et le monde ? VP devrait comprendre que la cassure sera longue entre les parties s'il réussit à obtenir tout ce qu'il souhaite. Est-ce à ce prix qu'il veut rester dans l'histoire ? Les Chinois viendront-ils aider les Russes défaits et les Japonais en profiteront-ils pour réinvestir la zone asiatique ? Nous verrons un certain nombre de ces options dans la dernière partie.

Deux études du Pentagone sur VP font passer ce dernier pour autiste. N'oublions pas qu'Einstein et Mozart étaient deux autistes célèbres finalement proches de son profil romantique car différents et ayant des choses à dire. Sommes-nous proches de la définition du petit Larousse qui parle de *repliement pathologique sur soi-même, accompagné de perte de contact avec la réalité extérieure* ? En professionnel de

l'accompagnement, je dirai que cette schizophrénie est certainement quant à elle calculée avec soin.

Si VP s'est insurgé contre le limogeage du Président ukrainien, Il faudra se souvenir aussi que VP a demandé l'arrêt du référendum sans être entendu mais est sans doute intervenu pour faire libérer les observateurs sous peine de ne plus livrer d'armes.

VP serait-il moins fort et honorable que Daech qui a transformé les risques diffus en menace identifiée qui ne se protège pas derrière des soi-disant troupes officieuses ?

Tout le monde tricote et détricote, personne ne bouge tout en agissant tout de même...et le gaz passe ...jusqu'à quand ?

Les partisans de VP dans le monde ont-ils bien compris les enjeux ou sont-ils tout simplement anti-Américains ou anti-européens ou ... pro russes tout simplement ? On peut aimer la Russie mais quand elle joue un contre pouvoir raisonné et ne l'utilise pas ensuite pour profiter de la situation pour accroître son pouvoir, et camoufler certaines actions.

Les réalités des sanctions européennes mais également russes

En infligeant des sanctions économiques à la Russie en contrepartie de ses actions en Crimée et dans l'est de

l'Ukraine, car personne n'est dupe, l'UE tente d'empêcher VP de continuer à jouer à Chlemiel et d'avoir son « pardon » et nous nous en faisons un ennemi. Oui et alors ? Rappelons-nous l'histoire (voir premier volet).

Cela n'arrête pas VP mais l'ennuie fortement même s'il peut en profiter pour se renforcer. Faut-il en profiter pour blâmer les US qui apportent leur pression militaire à défaut de celle de l'UE pour justement défendre l'espace de paix et de sécurité (voulu d'ailleurs par les US et mis en œuvre par le plan Monnet Schuman) ? VP attend-il que la crise islamique qu'il redoute au sein de son territoire, attire plus l'attention des occidentaux pour qu'ils l'aident plutôt à contrer cette menace qui concerne tout le monde. Ces sanctions étaient-elles opportunes ?

De tous temps, les blocus décidés par le pouvoir sont allés et venus au gré des tensions diplomatiques. Mais à l'heure où la France vote FN aux élections européennes, il n'est pas étonnant qu'elles soient mal appréciées car défendant une identité qui n'existe pas et des valeurs peu partagées.

L'Union Européenne sanctionne des personnes plutôt qu'un pays pour sans doute discréditer VP aux yeux de la population. Mais il n'en n'est rien pour l'instant, bien au contraire.

Autant les manifestants de la place Maidan ont joué l'antithèse de Chlemiel (jeux psychologique où l'antithèse consiste à faire partir le joueur régulier), autant l'UE peut gagner dans le temps dans sa pression économique sauf à déclencher une guerre que personne ne veut. VP refait le même scénario qu'en Géorgie.

L'UE ne dispose pas aujourd'hui de défense commune et nous y travaillons chaque jour, voire à travers une identité particulière au sein de l'OTAN avec les structures existantes. La défense est encore un domaine réservé à chaque Etat et ne fait pas partie du chapeau de gouvernance des domaines réservés comme dans tout système fédéral connu. Par contre, les compétences exclusives de l'UE incluent l'union douanière, les règles de concurrence, la politique monétaire des Etats de la zone euro, la politique commerciale commune et certaines parties de la politique de la pêche.

Rappelons également les compétences partagées entre l'UE et les Etats membres où l'UE apporte une plus value à une action des Etats et détient un privilège d'exercice ou un transfert aux Etats : marché intérieur, cohésion économique sociale et territoriale, agriculture et pêche, environnement, transports, énergie, espace de liberté, sécurité, justice, santé publique, recherche, espace, développement, aide humanitaire

On peut donc comprendre les sanctions commerciales et monétaires dans le sens où elles sont une arme de pression au même titre que la défense. Concernant le droit, le regard européen est proche de la Cour pénale internationale qui n'est pas forcément le décryptage fait par la Russie. Encore une fois, chacun ses lunettes, sauf qu'il s'agit bien ici d'une crise européenne.

S'agissant des sanctions, celles prises par l'Union européenne commencent à porter leurs fruits sans vraiment le souhaiter. La Russie, qui n'est forte que de ses matières premières, s'est pénalisée elle-même alimentaires, en bloquant les importations d'Europe. Très dépendante du reste du monde, elle commence une certaine agonie. Pour VP dans son discours de décembre 2014, elles ne sont la cause que de 25% de la chute du rouble. L'UE quant à elle compense l'embargo russe en aidant les maraîchers en Pologne, Lituanie et Pays Bas.

Les sanctions de l'Union européenne sont les suivantes :

- Mesures diplomatiques : suspension des négociations sur l'adhésion de la Russie à l'OCDE et à l'agence internationale de l'énergie ; annulation du sommet UE-Russie, suspension des questions de visa, suspension de la mise en oeuvre des programmes bilatéraux de coopération transfrontalière ;

- Mesures restrictives (gels des avoirs et interdiction de visas) : Ajout de 24 personnes (= 119) + 12 personnes en

février 2015 (nommées en annexe au JOUE) liées aux actions contre l'intégrité territoriale de l'Ukraine (dirigeants du Donbass, Crimée, décideurs et oligarques russes, transactions avec les séparatistes) interdites de pénétrer sur le territoire de l'UE

- Restrictions pour la Crimée et Sébastopol : Interdiction des importations venant de Crimée et Sébastopol sauf si accompagnées d'un certificat d'origine des autorités ukrainiennes. Restrictions commerciales dans les infrastructures transport, télécommunication, énergie, exploitation gaz de pétrole et de minéraux. Exportation d'équipements interdite sur ces domaines ainsi que services financiers et assurance

- Mesures relatives à la coopération économique : Le 16 juillet le Conseil européen a demandé à la BEI de suspendre la signature de toutes nouvelles opérations de financement de Russie. Le Conseil a invité la Commission à réévaluer les programmes de coopération UE-Russie dans une décision au cas par cas

- Mesures ciblant la coopération sectorielle et les échanges avec la Russie (sanctions économiques) : le 12 septembre, Renforcement des restrictions relatives à l'accès de la Russie aux marchés de capitaux de l'UE : Arrêt de prêts à 5 grandes banques publiques russes et interdiction d'utilisation ou de courtage d'instruments financiers de ces banques. Idem pour 3

grandes entreprises russes de défense et 3 dans l'énergie : gel des avoirs de 23 entités.

- Les ressortissants et entreprises européennes n'ont plus le droit d'acheter ou de vendre de nouvelles obligations, actions ou instruments financiers similaires d'une durée de plus de 90 jours, émis par les principales banques nationalisées et banques de développement russes ainsi que leurs succursales et filiales en dehors de l'UE

- Un embargo est mis en place sur les importations et exportations d'armes et de matériels connexes de et vers la Russie et couvre la liste commune des équipements militaires de l'UE

- Interdiction d'exporter à la Russie des biens et technologies duales à des fins militaires élargie à 9 sociétés mixtes. L'ensemble des articles figurant sur la liste des biens à double usage de l'UE sont concernés (liste de 2009 – relation avec CIEEMEG – régime communautaire de contrôle des exportations, du courtage et du transit de biens à double usage). Ne s'appliquent pas à la vente de biens et technologies à double usage destinés à l'industrie aéronautique et spatiale, à des fins non militaires et pour un utilisateur final non militaire, ni à la fourniture d'une assistance technique ou financière liée à ces biens et technologies, ainsi qu'à l'entretien et à la sécurité d'installations nucléaires civiles existantes au sein de l'UE, à des fins non militaires et pour un utilisateur final non militaire

- Arrêt des fournitures de certains services nécessaires à l'exploration et à la production de pétrole en eau profonde ou en Arctique et touchant le schiste bitumineux (forage, essais en puits, diagraphie) liste publiée (tubes et tuyaux....)

Ces sanctions ont un impact sur le programme d'investissement de l'UE et de la BERD pour la région orientale qui vise à soutenir le développement économique et l'environnement commercial de la région orientale incluant l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. Par exemple système de transmission d'énergie en Géorgie; assistance technique appui aux municipalités en Ukraine; assistance technique financière en Azerbaïdjan, métro de Yerevan en Arménie. Elles ont également un impact sur le programme de soutien des PME dans leur processus d'internationalisation en améliorant leur mise en réseau et en encourageant le développement commercial. D'un point de vue commercial, on notera surtout le gel des exportations des navires français MISTRAL qu'il convient pourtant de réinsérer dans les réalités des contrôles CIEEMG des exportations d'armement jusqu'à leur livraison. Rappelons qu'en France, les ventes d'armes sont « interdites sauf », que le couperet existe encore en cas de problème diplomatique, militaire ou sécuritaire et que les industriels le savent.

Les sanctions russes actionnées en réaction visent à créer un espace plutôt tourné vers l'Asie. Elles instaurent un

embargo « agricole » : bœuf, porc, volaille, poisson, fromage, lait, légumes, fruits avec un impact sur certaines de nos entreprises industrielles.

Bien entendu chacun y va de son couplet pour passer en situation de victime et voir cette *planche à secousse* plutôt positive. G. Medvedev annonce que c'est une chance pour la Russie. Ce peut être aussi une chance pour l'Europe par création d'identité comme en Ukraine et par une possible harmonisation administrative sur l'exportation des matériels sensibles et leur financement. On assiste à une valorisation des savoir-faire français dans le domaine de la recherche pétrolière pour se désengager des matières premières russes, le gouvernement polonais incite à manger des pommes, les transits, étiquetages, réorientation des destinations, contournement de l'embargo par des pays disposant d'un accord avec la Russie, comme la Biélorussie ou le Kazakhstan rappelés à l'ordre par Moscou ...) ou ré-étiquetage par le Maroc.

Les réalités en France et avec la France

En France, par des confrontations vécues, la majorité des Russes ou d'origine russe considère que l'Ukraine est la Russie, se demandent pourquoi les Français s'en mêlent et identifient cette crise comme si la Vendée se soulevait comme

au temps des Chouans. Cela nous rappelle hélas le Tibet et la réponse il y a quelques années du président chinois nous demandant de nous occuper de nos affaires et notamment de la Corse. Qui se bat pour le Tibet actuellement ? La diaspora confond volontiers la Tchétchénie, territoire de la Fédération et l'Ukraine, pays souverain. Quand il s'agit de parler des élections restrictives en Ukraine de l'Est, on me répond par le fait qu'à Moscou, de très nombreux ukrainiens ont voté avec des files d'attente énormes. On se doute pour qui ...

Faut-il en vouloir à ces Russes qui nous ressemblent tant comme j'ai pu le voir lors d'un événement de variétés à Moscou lors du nouvel an 2011, avec des chanteurs de tous les « pays amis » dont l'Ukraine, événement qui pourrait aisément être reproduit et apprécié en France ?

La diaspora énonce aussi qu'il est faux de dire que VP est seul à décider en Russie, affirmant ainsi l'osmose de ces prises de position non dictées par le pouvoir. Ils contredisent de nombreux Russes dans le pays, non oligarques, pour qui la Douma n'existe plus depuis les élections du 7 décembre 2003 où aucun parti alternatif n'a pu être représenté.

Les défenseurs des pro-Russes apparaissent beaucoup plus virulents que les autres car leur colère s'identifie à la perte d'un territoire qui ne leur appartient pourtant plus. Ne reconnaissent-ils pas certains traités et alors tout redevient

possible ? Doit-on revenir au temps de la colonisation sous prétexte que certains pays n'étaient pas en mesure de le faire avant ? C'est d'ailleurs le même débat pour l'écologie avec les pays en réindustrialisation. Nombre de personnes ne veulent reconnaître que l'Ukraine est souveraine comme si une femme divorcée ne pouvait reprendre un certain statut. C'est ne pas reconnaître l'histoire ni désormais le droit international qui est assez nouveau et n'est pas forcément appliqué partout. Le cas particulier de la Crimée peut être discutable sauf de la façon dont l'annexion a été réalisée. Si les Russes n'ont pas aidé à reprendre la Crimée, peut-être est-ce « l'alliance noire des aventures de Bob Morane » ? N'est-ce pas un fait que le nouveau gouvernement n'a pu être élu dans l'Est car les bureaux de votes étaient inaccessibles et que le référendum s'est fait unilatéralement ? Bien sûr les peuples auraient pu voter mais dans d'autres conditions et ce qui aurait sans doute montré autre chose car les pro-Russes sont avant tout ukrainiens et veulent le rester mais sans pour autant aller dans l'UE, ce qui ne doit pas non plus être une automaticité. Pourquoi interdire la zone du crash à une force internationale ? Qu'a-t-on à cacher ? N'est-ce pas en Russie que l'on contrôle tout ? Les Allemands de l'Est en sont encore imprégnés. Pourquoi les pays sortis de l'emprise de l'URSS ont vite demandé d'intégrer l'UE ? Pourrait-on imaginer le même scénario ailleurs ? Oublie-t-on la Tchéchénie ?

Depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1991 (www.diplomatie.gouv.fr), la France et l'Ukraine ont conclu plus de 40 accords et traités d'entente et de coopération en juin 1992, un accord d'encouragement et de protection des investissements en mai 1994, un accord intergouvernemental de transport aérien en mai 1994, des accords de coopération en matière de défense et en matière d'armements et d'équipements militaires en février 1996.

La France semble aussi mener un savant double jeu pour entretenir le dialogue avec une Russie dont le SWOT économique et industriel est stratégique sans mettre pour autant ses valeurs dans sa poche. Si les marins russes sont repartis le 18 décembre à bord de leur navire et non avec les Mistral, l'ont-ils vraiment fait sans MESORE ? Par ailleurs, s'agissant du peuple, qu'en est-il des Français qui s'émeuvent des fachos (ultras) qui ont obtenu 20% des sièges aux législatives mais qui mettent le Front National en tête des élections européennes...

Les Russes, repris par de nombreux Français, qui en veulent aux Etats-Unis de nous avoir poussés à créer l'Europe, considèrent que le conflit interne à l'Ukraine a été créé par les Etats-Unis pour déstabiliser la Russie. La diaspora reprend la théorie du complot de VP, accusant les « faucons étasuniens », comme lors de l'invasion de l'Irak, qui veulent faire disparaître VP par tous les moyens, ce qui ennuie par ailleurs le « modérateur » Obama. Elle dit aussi que l'Ukraine n'est pas

un pays, qu'il n'y a pas de vraie armée en Ukraine, que les gens ne sont pas payés, qu'ils désertent, tout reposant sur l'ancien cadre russe, voulant sans doute dire qu'il n'y a pas besoin d'armée puisque c'est la Russie qui assure la veille militaire. Mais ces mêmes Russes ne répondent pas quant au fait que les séparatistes tiennent et contre attaquent étonnamment devant une pseudo armée qui ne peut les réduire au silence.

Oubliant les réalités liées aux exportations d'armement rappelées ci-avant, c'est aussi le point de vue de certains industriels cherchant à faire des affaires avec les Russes et qui trouvent un bon moyen de s'opposer à la toute puissance étasunienne qui est capable de prêter des matériels avant l'achat, de prêter de l'argent et même de baisser les prix pour casser la concurrence. Difficile de dire qui est réellement sauveteur, victime ou persécuteur dans cette guerre psychologique.

C'est aussi le point de vue d'une grande majorité de militaires français qui ont de mauvaises expériences étasuniennes dans les opérations militaires internationales et qui rejettent encore plus l'OTAN alors que la France y est rentrée pour enfin disposer de tous les pouvoirs qu'elle finançait sans pouvoir les obtenir.

Les réalités avec l'OTAN

Parler Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), conduit généralement à parler essentiellement des Etats-Unis. Est-ce toujours légitime même et surtout en Europe ? Pourquoi faut-il toujours avoir recours aux Etats-Unis pour régler nos affaires ? Pourquoi ressentons-nous cette toute puissance non uniquement dans la défense mais aussi dans le tourisme et les affaires commerciales ? Certes, « si les Ricains n'étaient pas là nous serions tous (peut-être) en Germanie » comme le chante M. Sardou, ou peut-être en Russie, mais ne peut-on pas en faire le deuil désormais ? Faut-il pour autant faire taire les Etats-Unis en Europe dans le domaine de la défense alors que nous avons attendu un certain temps pour qu'ils interviennent dans les deux guerres mondiales pour nous « libérer » d'une toute puissance... européenne puis pour nous en préserver d'une autre ? Faut-il désormais dissoudre l'OTAN comme le réclame Michel Rocard ? Sommes-nous assez forts pour le faire ? Face à quelle menace et à quels risques ? Doit-on tout tenter pour ne pas effrayer le cheval russe qui vit sur ses peurs ? Et si nous étions dans un OTAN dirigé par la Russie (= pacte continental) et non les étasuniens ? Qu'en serait-il ? Qu'en pensent les pays de l'Est qui n'ont plus vraiment confiance en la France ni au Royaume-Uni qui ne sont pas venues les sauver en 38 et 56 et ne jurent que par l'OTAN et les Etats-Unis qui ne sont pourtant pas venus non

plus les aider ? Enfin ? Peut-être à part Viktor Orban, le président hongrois, qui soutient officiellement les séparatistes mais qui vient de subir un récent revers électoral dans son pays?

Bien que depuis longtemps défenseur d'une Europe de la défense autonome, je me suis résigné à accepter que le pouvoir européen n'est pour l'instant qu'économique et s'appuie sur le pouvoir militaire étasunien et Otanien tant que notre système ne fonctionne pas. Les exemples de dysfonctionnement, comme au Kosovo, ne manquent pas. Nos auditions des militaires européens (petits déjeuners et dîners IRCE défense et sécurité) nous montrent bien que peu de pays de l'UE ne souhaitent vraiment se détacher de l'OTAN et des étasuniens et réclament un leadership fort. Mais d'autres (Suède, Finlande, Autriche) montrent aussi qu'ils ne souhaitent pas forcément y rentrer sous peine d'y perdre leur autonomie de choix et de dialogue, voire d'identité ? La France doit leur prouver qu'il n'en n'est rien sauf si le constat contraire est une réalité intangible.

Par ailleurs, autant il n'est pas forcément opportun que l'UE soit un copier coller européen de l'OTAN, autant bien entendu, l'adhésion à l'UE ou à l'OTAN ne sont pas forcément liées. N'oublions pas qu'il existe au sein de l'OTAN une identité européenne. Nous avons su, mais nous sommes peu, la faire germer à certaines occasions opérationnelles ou industrielles. Elle doit cependant exister avec interdépendance

sous peine de voir la « politique du carnet de chèque étasunienne » rejaillir en tant que principal contributeur qui n'aurait pas obtenu gain de cause, comme dans une entreprise où vous avez 51% des parts. L'Europe doit continuer à s'y affirmer notamment pour harmoniser le dialogue interne entre la structure de fonctionnement et la structure de rayonnement de l'organisation.

Comme je l'écrivais dans mon article « l'OTAN vecteur d'intégration européenne », nous pouvons profiter de l'OTAN pour faire germer notre identité européenne. Nous pouvons trouver la façon de fonctionner en groupes de cohérences, voire de spécialisation et le moyen de tirer profit des structures de l'OTAN qui fonctionnent à merveille autant à la fois sur le côté opérationnel que financier et oublier nos schémas actuels qui ne marchent pas sauf à rester dans l'illusion. Ce compromis décidera peut-être la Suède, la Finlande et l'Autriche à nous rejoindre. Il est temps d'éviter de dupliquer maintes formes d'exercices et de structures en terme d'efficacité mais surtout aussi de raisons budgétaires. La France peut tout autant profiter de l'OTAN pour faire financer un nouveau centre d'excellence en France sans perdre notre âme, comme par exemple un centre de simulation opérationnelle, notamment sur la base de Dijon bientôt désaffectée (voir article spécifique).

Peut-être que VP et la Russie verraient d'un meilleur œil une Europe plus forte et fière au sein de l'OTAN avec un réel

équilibre face aux Etats-Unis ? Attend-il que la France y prenne un rôle prépondérant ? Pense-t-il que la décision sur les Mistral est guidée par les Etats-Unis et que nous ne sommes pas capables de prendre nos propres décisions ?

VP a bien compris que les Etats-Unis interviendraient sans états d'âme si une attaque officielle avait lieu. Et comment le faire autrement qu'avec l'OTAN ? Pourquoi avoir des états d'âmes quand VP n'en a personnellement pas lorsqu'il envoie des troupes « non officiellement » pour ne pas engager le conflit frontal tout en montrant qu'il n'accepte pas que l'on s'oppose à ses réactions et ses façon de penser.

On peut comprendre que l'OTAN n'a pas un caractère offensif. Le Monde du 6 décembre 2014 annonçait que l'OTAN avait décidé de renforcer la défense de son flanc oriental (Pologne et pays Baltes) suite aux activités russes avec la mise sur pied d'une force d'intervention de 3000 hommes décidée en septembre avec la participation de l'Allemagne, de la Norvège et des Pays Bas. Est-ce cela qu'être offensif ? Elle défend, comme l'UE, un espace de paix et de sécurité quand on peut penser que la Russie, et anciennement le pacte de Varsovie, défend plutôt un territoire et un pouvoir, certes légitimes. Encore une fois, chacun ses lunettes. Poutine insiste sur le droit des peuples. Est-ce cohérent avec le fait que l'Ukraine veuille ou non adhérer à l'OTAN ?

La Géorgie, bien lointaine alors à nos yeux, mais qui a pourtant vécu le même scénario, est désormais protégée officiellement par l'OTAN et le communique largement après que VP ait obtenu gain de cause territoriale sur les territoires de l'Est.

Certains parlementaires européens, désormais repris par les pouvoirs politiques français et allemands, disent haut et fort qu'il n'est pas question de voir entrer l'Ukraine dans l'OTAN afin de ne pas mettre de l'huile sur le feu. Une des grandes différences entre stratégie et tactique est le « quand ». Autant il n'est pas pressant de faire rentrer l'Ukraine dans l'UE sauf à craindre qu'elle ne soit à nouveau engloutie dans la Russie, autant il n'est peut-être pas urgent qu'elle rentre dans l'OTAN sauf pour les mêmes raisons même si elle est souveraine. De la même façon que nous l'abordions plus avant, combien de temps doit donc attendre une femme qui se sépare avant un autre mariage sans trop blesser son ancien mari ? Pourquoi les autres pays ont-ils peur, et peur de quoi ? En Géorgie, l'OTAN s'affiche désormais partout. Mais l'enjeu n'existe plus.

Tant mieux ou tant pis s'il a fallu la crise ukrainienne pour en arriver là mais l'Europe se forme souvent par les crises. Peut être va-t-elle nous aider à nous structurer dans le domaine de la défense si nous allons au-delà des sanctions économiques. Mais peut-être le fera-t-elle à ses dépens ?

La théorie des jeux, où chacun veut être présent, suppose que finalement les équilibres instables de Nash seraient plus appropriés avec une force russe et l'OTAN côté à côté plutôt qu'avec un gâteau entre les deux, objet de convoitises. La surveillance aérienne de l'OTAN, parfois confiée à la France, chasse souvent des MIG qui se croient encore chez eux, comme le mari qui se croit encore marié après le divorce « touche pas à mon précieux ». En repésailles, et comme je le disais plus avant, on vient même d'apprendre que les avions russes viennent cette fois tester les côtes françaises... Joue-t-on aux échecs ou au go ?

Les réalités des négociations de paix

Certes, s'il convient d'éteindre le feu, il est important de ne pas le faire n'importe comment, comme il est vrai que si l'on n'éteint pas la flamme avec un verre d'eau, il faut parfois ensuite plusieurs casernes de pompier.

Il en est de même en gestion de crise qui ouvre souvent à négociation. Il semble clair qu'ici, on ne négocie, comme souvent, que sur des aspects de position, en oubliant de considérer l'environnement et la problématique. Par ailleurs, il convient également d'installer un coupe-feu pour éviter que cela ne recommence.

Aujourd'hui nous voyons des chefs d'Etat tenter d'obtenir des cessez-le-feu sans réel succès. A chaque fois que l'on discute d'un côté, des actions terrains différentes germent de l'autre, avec tous les jeux psychologiques énoncés ci-avant. Nous assistons aussi à des discussions entre l'Ukraine et les séparatistes, qui ne sont pas invités avec les autres chefs d'Etat, sans doute pour éviter de les reconnaître officiellement. Ceci peut être légitime mais ils continuent donc le combat en étant soutenus par VP qui négocie finalement pour lui seul.

Toujours en matière d'interlocuteur, était-il bon de laisser gérer la crise par certains pays de l'Est, certes plus proches mais qui sont encore dans l'émotion de ce que représente la menace russe ? La France et l'Allemagne, qui ont pris ce relais, doivent montrer qu'elles les comprennent sinon la confiance unique envers les Etats-Unis réapparaîtra. Les responsables français et allemands interviennent-ils par ailleurs en sauveteurs de l'Ukraine ou de la paix en Europe ? Comme je l'expliquais dans un article sur la Syrie, est-ce toujours l'unique option ? De faire d'abord partir la personne incriminée, même si c'est jouer l'antithèse du Schlemiel ? Cela suffit-il de parler russe comme Angela Merkel pour être une interlocutrice privilégiée ?

Sommes-nous dans une négociation raisonnée sur le fond et sur l'enjeu de la négociation pour satisfaire les intérêts respectifs des parties en présence ? Les participants se veulent-ils résolument ennemis et sont-ils là pour résoudre un différend

où mieux le faire vivre ? L'objectif est-il de conclure à l'amiable un accord judicieux et efficace avec concessions ou bien de gagner et de tuer l'adversaire ? Traite-t-on séparément les questions de personnes et le différend et est-on bienveillant à l'égard des hommes et dur à l'égard du différend ? Fait-on confiance ou se méfie-t-on des autres ? Les parties acceptent-elles le principe de modifier leur position ou cherche-t-on plutôt à se cantonner sur sa position ? Se concentre-t-on sur le contenu et sur les intérêts ou sur les positions qui compromettent les relations existantes ? Fait-on des offres ou des menaces ? Impose-t-on des exigences minimales ? Accepte-t-on des pertes unilatérales pour parvenir à un accord ? Imagine-t-on des solutions pour un bénéfice mutuel ou exige-t-on des avantages unilatéraux comme prix d'un accord ? Met-on au point des solutions variées ? Recherche-t-on la solution que l'on peut soi-même accepter ou celle que l'autre devrait accepter ? L'important est-il de parvenir à un accord ou de gagner dans une volonté d'affrontement ? Exige-t-on l'utilisation de critères objectifs ? Veut-on obtenir un résultat fondé sur des critères indépendants de la volonté ? Souhaite-t-on raisonner et être ouverts aux raisons de l'adversaire ? Souhaite-t-on exercer ou céder aux pressions ? Travaille-t-on sur un document unique ?

Il est parfois plus efficace de bien établir ses cartes de négociation et aller chercher de nouveaux alliés plutôt que tenir la position uniquement à la baïonnette. Stratégie vaut

souvent mieux que persévérance, tout cela étant généralement lié aux préférences psychologiques de chacun (voir article paru dans les cahiers de l'IHNESJ sur la gestion de crise).

L'impossible livraison française et européenne des Mistral à la Russie

Août 2015

Au lendemain de l'accord entre la France et la Russie pour le règlement du litige sur les Mistral, il était bon de rappeler pourquoi cette livraison était impossible au grand mépris de ceux qui ne voient qu'un possible arrêt des relations industrielles et commerciales, de ceux qui dénoncent une soit-disant attitude soumise aux Etats-Unis et anti-russe de la France, de ceux enfin qui ne voient que le coût - momentané - supporté, sans y déceler les éléments positifs européens sous-jacents qui devront faire date.

Avant tout commentaire hâtif, le lecteur sera invité à se reporter à tous les autres articles objectifs écrits sur la crise et au dossier de l'IRCE sur le détail des sanctions européennes et russes en écho. On peut rappeler en quelques mots que, suite aux événements en Ukraine, les Européens ont mis en place d'une part, un embargo sur les importations et exportations d'armes ainsi que de technologies duales à des fins militaires

de et vers la Russie élargies à 9 sociétés mixtes, mais non à la vente de biens et technologies à double usage destinés à l'industrie aéronautique et spatiale ; et d'autre part un gel des avoirs des principales personnes de l'entourage de Vladimir Poutine jugées responsables de la crise. En retour, V. Poutine a gelé l'importation de denrées alimentaires européennes, blâme les Européens, mène des campagnes indirectes de dénigrement des dirigeants, les accusant d'avoir pris le pouvoir européen sans légitimité du peuple, et pratique l'autodafé de fromages lettons ou de pommes polonaises, comme d'ailleurs certains Français le font illégalement avec la viande espagnole...Rappelons aussi que la France avait validé la signature de ce contrat même sous la pression étasunienne.

Dans une interview de juin, V. Poutine répondait à un journaliste russe que - selon le traducteur - « la non livraison des navires, qui auraient dû être utilisés en Extrême-Orient, (pour éviter peut-être de dire contre les côtes polonaises, roumaines ou bulgares ou en mer méditerranée.) était sans conséquence pour les capacités de défense de la Russie qui survivra ». Il disait être « persuadé, (afin sans doute d'entretenir son capital sympathie), que la France et ses dirigeants étaient des gens d'honneur, qu'ils rembourseraient, que les sommes versées iront vers d'autres contrats nationaux (...), et que le dossier était clos », tout en relevant que « la fiabilité était néanmoins désormais affaiblie et douteuse au sein du bloc militaro politique qu'est l'OTAN ». Il réduisait

donc ce litige à un simple contrat commercial, comme le pensent certains industriels et une bonne partie de la population qui se permettent de critiquer les décisions prises, pensant également que ces bateaux ne seront jamais vendables ailleurs. Ils oublient que les choix de défense sont des choix politiques et que les exportations de défense en France sont « interdites sauf ». Mais il rajouta que « finalement l'essentiel avait été de donner du travail aux chantiers français ». Cette pseudo bienveillance industrielle minimisant les capacités technologiques exportées et jouant au *sans toi*, pourrait sans doute rejoindre l'affront que fit Barak Obama, à François Hollande lors d'une réception, considérant la France et les pays européens partenaires comme ses filles, nous rappelant les deux facettes potentiellement changeante du paternalisme, directive ou bienveillante, notamment vis-à-vis de l'article 5 de l'OTAN.

Même si le dernier livre blanc de la défense français n'est pas très européen (voir article IRCE), osons croire que cette décision française, pays européen de l'OTAN le moins dépendant des Etats-Unis, répond à une cohérence de solidarité européenne pour une fois à l'unisson sur un problème de paix et de sécurité, fondement historique de l'identité de l'Union européenne. Il n'était pas concevable d'exporter à un pays qui menace désormais l'Ukraine, candidate probable à l'intégration, mais surtout aussi directement la Pologne, qui a réellement peur, comme ses proches voisins baltes et

roumains, qui resserre ses liens européens et français par ses achats de défense, comme elle avait d'ailleurs envisagé de le faire en 1939, et qui réclame de plus importants signes de sympathie et de reconnaissance.

Merci à M. Poutine pour sa planche à secousse qui permet de trouver de nouveaux marchés, même si le résultat n'est pas homogène car les uns blâment certains autres avec les effets ressentis de la concurrence commerciale interne non suffisamment régulée par la Commission. La Pologne, l'Ukraine et la Roumanie sont lointaines pour un Français qui dose sa solidarité, comme peut-être auparavant quand un basque allait combattre sur le flanc est de la France. Mais une certaine fierté nationale existait, ce qui fait aujourd'hui défaut au niveau européen, sauf peut être pour le million de bébés né des échanges Erasmus avec d'ailleurs tous les problèmes juridiques induits non résolus ...

Au-delà des aspect commerciaux, il y a peut-être opportunité pour avancer d'une part sur la décision européenne d'exportation de matériel de guerre, d'autre part sur le Buy European Act, consolidant la directive 2009 sur marchés de défense et de sécurité, et enfin sur la mise en place d'une Direction Générale Défense et Sécurité à la Commission européenne.

Par ailleurs, l'histoire fait souvent que les couples se lient et se délient. Les Européens étaient autrefois proches des Russes quand ils étaient ligués contre Napoléon.

L'interdépendance est parfois difficile avec les alliés ou anciens alliés de cœur, de nécessité, de voisinage ou avec les anciens envahisseurs. Les antagonismes existent alors que les peuples s'aiment comme nous le prouve la désormais amitié franco-allemande illusoire il y a encore 65 ans. Aussi, et afin de mieux nous comprendre, la Russie, européenne, ne pourrait-elle pas être observatrice des travaux européens comme elle l'a été avec l'OTAN ? Reste à savoir quand...

Ukraine : les options de maintien ou de sortie de crise

Août 2015

Suite aux réalités globales des articles précédents, nous terminerons en posant les options de maintien ou de sortie de crise mesurables, réalistes, réalisables et déterminées dans le temps (SMART) avec des solutions cherchées par un OPACQ de toutes les parties du cerveau (quoi, pourquoi, qui, comment ...) qui ne seront pas ici toutes dévoilées car utilisées en discussions avec les parties.

Le cessez le feu n'est qu'un stade et non la résolution du problème. Soit l'Europe laisse faire et joue au Schlemiel (rusé) avec V. Poutine, qui se camoufle à chaque fois qu'il est découvert, comme le font de nombreux commentateurs et

agresseurs anonymes, soit elle réagit encore plus fort économiquement qui est sa seule arme commune, soit enfin elle actionne l'OTAN, laissant le dialogue militaire aux Etats-Unis, hélas leader même en Europe, considérée comme sa fille par B. Obama. On peut d'ailleurs aussi rapprocher cela de l'attitude de V. Poutine qui ne veut pas admettre que les Ukrainiens puissent s'émanciper et les tromper avec quelqu'un d'autre. Elle peut aussi entamer un vrai dialogue d'interdépendance avec la Russie sans avoir recours aux Etats-Unis, tout en faisant comprendre à ces derniers qu'ils ne seront pas hors jeu et qu'il n'est pas question que la Russie les remplace. Mais si dialogue et solutions il y a entre l'UE et la Russie, il semble évident que les concessions doivent aller dans les deux sens sans forcément que la situation gagnant-gagnant soit à 50/50. L'une et l'autre doivent accepter enfin de reconnaître certaines réalités, car fautes avouées à moitié pardonnées. Elles doivent comprendre pourquoi elles trouvent légitimité à intervenir mutuellement et doivent se parler avant d'exiger un retrait ou une reconnaissance et non l'inverse, comme pour la Syrie. V. Poutine pourra-t-il aussi enfin reconnaître que les Datchas russes sont bien mieux équipées depuis l'ouverture vers l'Ouest ou cherche-t-il finalement à fermer les frontières et créer un nouveau mur comme en Allemagne de l'Est ...

Les perspectives de dégel

Rappelons les clés d'une négociation raisonnée : les participants sont là pour résoudre un différend, l'objectif est de conclure à l'amiable un accord judicieux et efficace, il faut traiter séparément les questions de personnes et le différend, il faut être doux à l'égard des hommes et dur à l'égard du différend, la confiance n'entre pas en ligne de compte, il faut se concentrer sur les intérêts en jeu et non sur les positions, éviter d'avoir des exigences minimales, imaginer un large éventail de solutions pour un bénéfice mutuel, mettre au point des solutions variées parmi lesquelles choisir, remettre les décisions à plus tard, exiger l'utilisation de critères objectifs, obtenir un résultat fondé sur des critères indépendants de la volonté, raisonner et être ouvert aux raisons de l'adversaire, céder au principe et non à des pressions, imaginer une Meilleure Solution de Rechange pour l'autre, faire si possible le deuil ensemble en identifiant les éléments de compréhension et de reconstruction

Il paraît difficile d'activer ce dégel quand on voit le caractère aigu de certaines personnes, sans oublier que ce dernier peut engendrer de nouveaux liens mais aussi de nouveaux enjeux, comme nous le voyons de façon imagée pour les nouvelles routes commerciales issues de la fonte des glaces en Arctique. La France doit jouer un rôle important de par son caractère commun avec le peuple russe, comme

également Angela Merkel, allemande de l'est, pour sa compréhension du deuil non fait de V. Poutine. Mais il convient d'apporter le rôle d'un troisième personnage, comme nous le faisons pour les autres conflits dans le monde, qui n'est pour l'instant pas intervenu : celui d'un médiateur extérieur qui ne soit pas proche des parties, même si certains diront que la meilleure chose est de laver son linge sale en famille, entre Européens, reste à prouver que V.Poutine et les Russes se disent Européens. Le choix est difficile mais pourquoi pas un Africain, seule vraie solution indépendante ? Quant aux séparatistes, s'ils viennent à la table, ils seront reconnus et deviendront peut-être plus responsables qu'enfants libres. Rappelons ici qu'il ne s'agit en fait rien d'autre qu'une médiation familiale.

Pourquoi ne pas profiter de l'argent russe pour sortir l'Ukraine de la crise en espérant que le sentiment antirusse n'y soit pas devenu trop fort ? Une non intégration à l'OTAN serait justifiable. Nous verrons ensuite si elle pourra ou non rentrer dans l'UE avec sa taille dont personne ne soupçonne vraiment l'importance. Pourquoi ne pas proposer un statut de région, avec un Parlement, sans annexion, comme auparavant la Crimée, aux villes et régions russophones, autoproclamées Républiques « populaires » autonomes (voir articles précédents), comme la France reconnaît la langue corse et bretonne, pour faire allusion aux remarques des Russes en France. L'UE et la Russie, qui espère maintenir l'accord

d'accès de sa flotte en Syrie, peuvent lutter ensemble contre l'islam extrémiste maintenant que l'Europe, sauf peut-être la France, applique la négociation raisonnée et ne semble plus mettre de postulat pour parler à Bachar el Assad, sans pour autant lui absoudre ses actions passées, même s'il considère qu'elles étaient salvatrices. Quant aux développements de projets, sans pour l'instant parler d'exportations tant que les esprits ne sont pas apaisés afin de respecter les règles européennes, ils pourraient faire oublier les non livraisons de bateaux jugés d'ailleurs inutiles par V. Poutine (voir article).

Les scénarii de conflit

1) Les Russes profitent notamment des indemnités pour alimenter les séparatistes, qui gagnent du terrain profitant des crises mondiales pour se faire oublier et assurent la jonction avec la Crimée comme le Téméraire voulait le faire avec tous ses territoires. Le conflit se stabilise. L'Europe préserve sa stabilité en faisant un trait sur son aide de souveraineté à son voisin ukrainien chez qui elle a pourtant déjà investi. La Russie prend le protectorat des territoires russophones et n'envisage pas d'aller plus loin en acceptant cette fois de ne plus violer l'espace aérien balte ni nord européen. Le statu quo est maintenu avec un embarras des deux côtés. Peu à peu les monarques font la paix car les peuples la font au dessus de leur

tête. Bien entendu ce n'est pas acceptable en soit mais cela évite une guerre cette fois mondiale. Le soufflé redescend.

2) les Européens et les Etats-Unis envoient des armes à l'Ukraine, de peur qu'elle ne soit envahie car elle ne peut plus tenir longtemps. L'Ukraine en profite pour tenter de reprendre le terrain perdu plutôt que se stabiliser. La Russie accentue son aide et sa présence mais réalise aussi des manœuvres en Méditerranée et vers les pays baltes pour détourner l'attention avant de lancer ses forces sur l'Ukraine mais en s'arrêtant à la frontière polonaise, puis...

2a) L'OTAN n'a pas eu le temps de réagir mais installe des bases de l'OTAN dans la plupart des pays de l'est européen comme le demande depuis longtemps la Pologne. En réaction, un nouveau mur est érigé le long de la Pologne, de la Slovaquie, la Hongrie et la Roumanie.

2b) l'OTAN réagit et installe ses troupes en Pologne, Slovaquie, Hongrie en rompant l'engagement de non installation à l'Est mais pas en Roumanie. C'est l'escalade. La Russie lance d'un coup son armée et ses missiles, réalise la troisième prédiction de Fatima, sanctuarise, sans espoir de lendemain, une grande partie des Etats-Unis, de l'Allemagne, de la Pologne, des pays nordiques mais aussi de la France, sauf la Bretagne. Elle se dirige vers la Méditerranée, en passant par la Roumanie direction l'Italie pour rejoindre des troupes

chinoises, pré-positionnées pour de soi disant manœuvres communes, venant lui porter secours par un accord secret tels que ceux entre Hitler et Staline. Les grandes villes de Russie sont atteintes avec aussi la partie à l'Est de l'Oural pour empêcher les jonctions chinoises avec aussi un égarement sur la Corée du Nord qui lance aussi ses forces sur la Corée du Sud. Les autres principaux pays en grande partie touchés par le feu nucléaire sont la Turquie, le Japon, la partie Nord de la Chine, le Moyen-Orient avec Israël qui en profite pour régler ses comptes, touchée elle-même par l'Iran qui a finalement réussi à fabriquer des missiles nucléaires, sans oublier la Syrie et certaines zones de Daesh. L'avion de V. Poutine est abattu. La Chine décide de se retirer du conflit. C'est le début d'une nouvelle ère où seule l'Amérique du Sud et l'Afrique sont intactes. L'Europe est cette fois réunie de l'Atlantique à l'Oural, guidée par le Royaume-Uni épargné mais avec 50% de son territoire non habitable pendant des décennies.

SOMMAIRE

Introduction	p.3
Doit-on sauver le soldat européen Ukraine ? Février 2014	p. 4
La Crimée ou la MESORE de V. Poutine Mars 2014	p. 9
L'Ukraine ou le recommencement de l'histoire ... novembre 2014	p. 12
Ukraine : objectifs et réalités Février 2015	p.18
L'impossible livraison des Mistral à la Russie Août 2015	p.61
Ukraine : les options de maintien ou de sortie de crise Août 2015	p.65